

# La Libye, un perturbateur isolé.

CF SCHERER

## 1. La Libye avant Kadhafi.

La Libye occupe une position charnière entre le Maghreb et le Moyen-Orient. Ses deux parties principales séparées par le golfe de Syrte, la Tripolitaine à l'ouest et la Cyrénaïque à l'est, ont subi des influences différentes, respectivement carthaginoises et grecques pendant l'antiquité, puis romaine et byzantine du quatrième au septième siècle. Après la conquête arabe, la Tripolitaine entra dans la mouvance de l'actuelle Tunisie tandis que la Cyrénaïque entra dans celle du Maghreb et de l'Égypte. Le pays possède néanmoins une solide unité géographique acquise avec la conquête turque qui remonte à 1551 : les pirates de Tripoli cherchaient alors la protection de l'empire face aux raids punitifs de la flotte espagnole. L'empire turc contrôla alors l'ensemble du rivage nord de l'Afrique, et mit en place un système de régence dans chaque province correspondant sensiblement aux États actuels. Une dynastie de gouverneurs d'origine ottomane régna même du début du dix-huitième siècle jusqu'en 1835 sur la majeure partie du pays, instaurant de fait une entité politique libyenne. En 1835, les Turcs rétablirent leur autorité directe sur le pays.

La façade méditerranéenne du pays ne doit pas faire négliger le poids du monde saharien. En effet, au-delà du littoral, le désert s'étend sur la quasi-totalité du territoire libyen. Le Sahara libyen faisait autrefois partie du monde berbère dont les tribus nomades ont toujours ignoré les frontières, ce qui n'est pas sans répercussion sur les intentions géopolitiques actuelles de la Libye.

L'Italie, voulant acquérir des colonies au sud de ses côtes, déclara en novembre 1911 la Tripolitaine et la Cyrénaïque parties intégrantes du royaume. La Turquie étant alors en pleine guerre des Balkans dut renoncer à sa souveraineté. A partir de 1919, en poussant vers le désert, les Italiens tentèrent d'augmenter leur mainmise sur le territoire dont la pacification ne se termina qu'en 1932. Après avoir participé à la lutte contre les Italiens et les Allemands pendant la seconde guerre mondiale, le pays fut administré par la Grande-Bretagne, et la France pour la seule région du Fezzan. L'Italie a renoncé à ses droits sur le pays en 1947. Le chef de la confrérie religieuse des Senousis devint roi de la Libye indépendante en 1951 sous le nom d'Idrīs 1<sup>er</sup>. La Libye devint alors le quatrième plus grand État d'Afrique en superficie (1 757 000 km<sup>2</sup>). Le pétrole découvert en 1958 changea le pays et un fossé se creusa peu à peu entre le peuple et le roi vieillissant, très influencé par l'Occident. Un

groupe de jeunes officiers admirateurs de Nasser renversa le roi et prit le pouvoir en 1969. Parmi eux, Kadhafi sut progressivement écarter ses concurrents.

Après avoir financé, grâce à la manne pétrolière, les projets les plus fous pour moderniser la Libye, son opposition à l'Occident et ses ambitions unitaires pour le monde arabe, le colonel Mouammar Kadhafi fait désormais face à une contestation intérieure croissante, par suite de la détérioration de la situation économique et sociale. Cette opposition est en premier lieu islamiste. A l'extérieur, la Libye ne parvient pas à briser l'isolement que lui a valu une politique étrangère aventureuse, autant envers ses frères arabes que vers les pays occidentaux, au premier rang desquels figurent les Etats-Unis.

L'interventionnisme de Kadhafi sur la scène arabe, africaine et mondiale a toujours traduit sa volonté de réduire l'influence occidentale et de faire progresser, le cas échéant par la contrainte, ses objectifs unitaires. Le style particulier de la diplomatie libyenne s'explique par le grand contraste entre l'étendue des ressources financières provenant de l'exploitation des hydrocarbures et la faiblesse de la population, corrélativement à la très grande superficie du pays.

## 2. Islam et panarabisme libyens.

Plus " religieux " que celui de Nasser, le panarabisme libyen reste néanmoins très laïcisant. Kadhafi s'est en effet toujours montré très méfiant à l'égard du traditionalisme des gardiens de la loi religieuse, qui ont été très liés à la confrérie des Senousis du roi Idris, estimé vassalisé aux occidentaux. La Libye fait néanmoins partie de l'Organisation de la conférence islamique.

Les thèses du colonel Kadhafi se réfèrent au socialisme dont, selon lui, les fondements se trouvent dans le Coran. Cet islam socialiste est théorisé dans le " Livre vert " que le dirigeant libyen a écrit. Les structures de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (Jamahiriya : assemblée triviale, république dans son acception libyenne) s'écartent notablement du modèle de la société islamique fondée sur la charia. La Libye met en oeuvre une politique familiale hardie, issue d'une lecture très moderniste du Coran, impliquant par exemple l'interdiction de la polygamie. Une place toute particulière est donnée aux femmes, loin du séquestre conjugal et domestique. Ces positions tendent à isoler la Libye des Etats se faisant défenseurs d'un islam orthodoxe, au premier rang desquels figure l'Arabie Saoudite, qui est allée jusqu'à financer les projets américains de déstabilisation de Tripoli.

Malgré ses positions hors norme de partisan d'un islam réformiste, combattues par les islamistes libyens, Kadhafi ne s'est pas privé récemment de prendre certaines mesures pour bien montrer son attachement à la tradition islamique. La visite du président soudanais à Tripoli en 1993, considéré comme un des piliers de l'internationale islamiste, puis la mise en vigueur de la charia en 1994 en ont été la preuve. Le colonel Kadhafi surveille néanmoins de près la menace représentée par les mouvements islamistes, en particulier celui des Frères musulmans. Après avoir adopté sans résultat une attitude conciliante à leur égard, il les pourchasse désormais sans relâche, ce qui n'empêche pas ces derniers d'entretenir un climat troublé dans l'est du pays. Côté positif pour le régime libyen, le combat contre l'islamisme offre un terrain de coopération avec l'Egypte et l'Algérie. Force est

néanmoins de constater que le régime mène vis à vis de l'islam une politique changeante et hasardeuse.

Sur le plan politique, l'appartenance de la Libye à la Ligue arabe date de 1953. Après l'indépendance, le caractère arabe du pays prit progressivement le dessus sur l'influence britannique à l'encontre du pouvoir du roi Idris, en particulier avec l'influence de l'Egypte voisine du colonel Nasser. L'arabité s'affirma avec l'arrivée au pouvoir de Kadhafi. Depuis, celui-ci s'est toujours voulu le champion de l'unité arabe. La constitution de 1969 précise que "son objectif est la réalisation de l'unité arabe totale". Son projet politique, très inspiré par Nasser, était donc de redonner à la nation arabe, en la réunifiant, les moyens d'effacer les traces de la domination occidentale qui s'était exprimée par la colonisation. Cette volonté d'union s'explique d'autre part par les nombreux contacts que les tribus nomades de Libye ont toujours entretenus avec celles des pays voisins. Se tournant, au gré de la situation du moment, vers les pays du Maghreb et du Machrek, Kadhafi a également largement accordé son appui financier aux mouvements plus ou moins clandestins favorables au panarabisme dans tous les pays arabes. Concurrent des mouvements baasistes et s'adressant aux masses par dessus la tête de leurs dirigeants, en traitant certains d'entre eux de " valets arabes de l'impérialisme américain " lorsqu'ils refusaient ses propositions, il s'est attiré la méfiance ou l'inimitié de certains Etats arabes. Il n'a donc pu exporter le modèle libyen qui dérange.

Pour réaliser son grand dessein unitaire, le leader libyen a toujours préféré les coups de tonnerre provoqués par d'éphémères fusions au tissage patient des liens économiques et humains. Ainsi, depuis 1969, ce sont l'Egypte, le Soudan, la Tunisie, la Syrie, le Yémen, l'Algérie et le Maroc qui ont eu à faire face à ces menées unionistes. Parmi tous ces pays, le Machrek, berceau de l'arabité et de l'islam, l'a à l'évidence davantage attiré que l'ouest maghrébin. L'unité du Maghreb ne lui est tout d'abord apparue que comme un pis-aller. De fait, sa première tentative a visé l'Egypte et le Soudan par l'intermédiaire du pacte de Tripoli. Immédiatement après son accès au pouvoir, il proposa à l'Egypte l'union avec la Libye, mais le colonel Nasser, ayant tiré les enseignements de l'échec de l'union avec la Syrie (République Arabe Unie) de 1958 à 1961, ne donna pas suite à cette offre. Par la suite, l'effort de Kadhafi se concentra dans la mise en œuvre d'un grand accord unitaire entre la Libye, l'Egypte et la Syrie. En 1973, inquiet des surenchères de Kadhafi, Sadate préféra mettre un terme à l'expérience. Le dirigeant libyen en déduisit dès lors que rien ne pouvait déboucher sans des méthodes plus musclées : en 1977, il tenta une nouvelle union avec l'Egypte par une opération armée qui échoua lamentablement.

En 1974, Kadhafi jeta son dévolu sur la Tunisie. En septembre 1973, Bourguiba avait proposé la création d'une confédération entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye, mais après avoir signé un projet de fusion entre ces deux pays, le dirigeant tunisien se retira brutalement. Kadhafi déduisit de ce nouveau revers que rien n'était possible tant que les institutions politiques avec lesquelles il traitait continueraient à dévoyer l'expression de la volonté populaire. Il allait alors donner une large place au contact direct avec les masses à l'aide de discours enflammés et de subversion interne et externe pour dévaloriser les régimes qui lui résistaient. En 1980, Tripoli tenta de générer un soulèvement populaire dans le sud, sans résultat.

En 1973, l'Algérie fut la cible de l'offensive diplomatique libyenne : Boumédiène se laissa convaincre d'initialiser un processus unitaire. Cette entente se concrétisa essentiellement dans l'aide fournie par les deux pays aux rebelles du Sahara occidental contre le Maroc, aide qui constituera longtemps l'un des plus sérieux obstacles sur la voie de l'intégration maghrébine. Le soutien militaire libyen aux Saharouis cessa en 1984, lorsque Kadhafi se laissa convaincre de la possibilité d'une union avec le Maroc qui n'eut néanmoins aucune suite. Ultérieurement, avec l'idée des Etats-Unis du Sahara, dont les frontières étaient selon lui un héritage de la colonisation, Kadhafi se heurta à l'opposition de l'Algérie qui ne souhaitait pas renoncer à ses immenses territoires sahariens. Pour réagir à ce refus, il appela les Touaregs à la sédition contre le gouvernement d'Alger.

Depuis 1988, Tripoli a quasiment mis fin à tous ses principaux contentieux avec ses voisins arabes. En 1989, la frontière avec l'Egypte a été rouverte et les deux pays se sont rapprochés dans la mesure où ils poursuivent tous deux le même combat contre les islamistes. Peu de temps après la réouverture de la frontière égyptienne, la frontière avec la Tunisie l'a été également, et les difficultés nées de l'expulsion de Libye des travailleurs tunisiens en 1985 ont pris fin.

Enfin, le 17 janvier 1989, la signature du traité de l'Union du Maghreb Arabe a parachevé le remarquable effort de normalisation de Kadhafi, montrant que la Libye souhaitait s'insérer dans un cadre régional plus traditionnel, et apportant peut-être à son dirigeant un espoir de panarabisme, sans doute non partagé. Huit ans après, la constitution de cette union économique est néanmoins totalement en panne. La crise du golfe, les premiers remous islamistes en Algérie, la crise économique et le nouvel ordre mondial américain n'ont pas permis de supprimer la méfiance vis à vis de Kadhafi. L'absence de réaction arabe aux embargos institués par le conseil de sécurité en 1992 et 1993 montre, une fois encore, l'isolement de la Libye, même vis à vis de ses frères arabes. Dernier avatar de la politique étrangère libyenne, le refoulement vers l'Egypte pendant l'été 1995 de milliers de Palestiniens résidant en Libye, en raison des accords entre Israël et l'OLP, a montré que les thèses arabes de Kadhafi sont de loin les plus extrémistes.

### 3. La lutte contre l'Occident.

Rencontre entre le nord et le sud, entre l'Occident et l'Orient, la mer Méditerranée a été très tôt le théâtre de luttes entre chrétiens et musulmans. Les Etats du nord sont intervenus à maintes reprises pour protéger leur trafic commercial des opérations des Barbaresques. La grande confrérie religieuse des Senousis monta en puissance après le rétablissement de l'autorité directe des Turcs au dix-neuvième siècle, et cultiva dès son origine un fort sentiment anti-occidental et surtout anti-impérialiste. Elle combattit l'expansion française au Sahara, s'opposa avec vigueur aux troupes italiennes à partir de 1922 et s'allia cependant aux Anglais pendant la seconde guerre mondiale pour lutter contre l'occupant italien et ses amis allemands. Mais après la guerre, l'administration du pays par des autorités militaires britanniques, et françaises au Fezzan, donna naissance à des rancœurs amplifiées par les thèses socialistes de Nasser et par la tradition de la confrérie des Senousis. Le colonel Kadhafi se posa donc dès son arrivée au pouvoir comme un grand adversaire de l'impérialisme, qu'il soit français, anglais et surtout américain. Face aux deux grands, la Libye s'est longtemps voulue non alignée, mais a fini par se rapprocher de Moscou

par nécessité stratégique, bien plus que par choix idéologique. Profitant de la manne produite par l'exploitation du pétrole et du soutien des pays socialistes, il a accordé une aide à certains groupes subversifs ou indépendantistes opérant en Occident, pour la France en Nouvelle-Calédonie, au Pays Basque et en Corse, pour la Grande-Bretagne en Irlande du nord.

En 1986, les Etats-Unis décrétèrent un embargo contre la Libye en réponse à plusieurs attentats commis par des terroristes épaulés par les services secrets libyens. Une incursion de navires de la sixième flotte dans le golfe de Syrte conduisit à un engagement naval pendant lequel quatre vedettes lance-missiles libyennes furent détruites. Enfin, l'attentat commis dans une discothèque fréquentée par des soldats américains à Berlin ouest fut par la suite à l'origine du raid des bombardiers américains sur Tripoli, opération punitive qui n'entraîna aucune réaction des Soviétiques et des pays arabes, montrant le grand isolement du pays et la lassitude générale vis à vis du comportement du régime libyen. Après cette humiliation, Kadhafi chercha des dérivatifs extérieurs au Tchad.

Le colonel Kadhafi a affiché une position relativement modérée au cours de la guerre du Golfe. Cette attitude a permis une certaine détente avec les pays européens, mais les relations avec Washington n'ont en revanche pas cessé de s'envenimer, par suite des attentats aériens de Lockerbie et du Ténéré qui ont impliqué les services libyens. La Libye ayant refusé d'en extradier certains responsables, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a instauré en 1992 un embargo sur les liaisons aériennes et la vente d'armes vers ce pays. En 1993, à l'instigation des Etats-Unis, des sanctions supplémentaires ont également prohibé la vente d'équipements liés à l'industrie pétrolière et ont gelé les avoirs libyens à l'étranger. Ces mesures n'ont que peu affecté son économie, car la Libye a pu poursuivre ses exportations, en particulier la vente des produits pétroliers. Plus récemment, la loi " Amato-Kennedy " a cherché à sanctionner toute entreprise investissant dans l'industrie libyenne des hydrocarbures. Ces mesures n'empêchent pas la Libye de poursuivre son aide à certains mouvements terroristes : des camps d'entraînement au profit de la faction Abu Nidal et du mouvement Hamas restent ouverts et actifs.

En décembre 1995, les pressions occidentales, comme celles de ses " amis arabes " ont contraint la Libye à renoncer à sa candidature pour un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité, montrant une fois encore son isolement.

#### 4. Les revendications territoriales.

A l'exception de sa frontière sud qui est relativement récente, les limites de la Libye sur plusieurs centaines de kilomètres à partir de la côte remontent au seizième siècle avec la conquête ottomane. Le littoral s'étendant de l'Egypte au Maroc avait été divisé par les Turcs en quatre régences (Alger, Tunis, Tripoli, Le Caire) dont les limites correspondaient grossièrement aux frontières des Etats actuels, au moins à proximité de la côte. En revanche, à l'intérieur du Sahara, les frontières sont d'origine coloniale.

Les accords de Rome de janvier 1935 entre la France et l'Italie avaient prévu une rectification à l'avantage de la Libye (bande d'Aouzou), mais ils avaient été dénoncés formellement par l'Italie en 1938, après le rapprochement de Rome avec Berlin. Cet

accord raté allait donner naissance au différent entre la Libye et le Tchad. Tout au long de la crise tchadienne, Kadhafi a soutenu la faction tchadienne rebelle issue du nord musulman dans sa quête du pouvoir, afin de lui faire reconnaître, une fois installée à N'djamena, la souveraineté libyenne sur Aouzou. Expliquant en partie l'insistance libyenne, du pétrole et différents minerais y avaient été découverts dans les années soixante. Enfin, le Tchad indépendant a été au départ dirigé par un chrétien du sud, l'aide de la Libye put donc s'inscrire dans le cadre du soutien d'un pays musulman se portant au secours d'une minorité musulmane opprimée par un chrétien.

Dès 1973, la situation confuse permit à Kadhafi d'occuper la bande d'Aouzou et de la coloniser. En 1981, Goukouni Weddeye, très redevable de l'aide libyenne qui lui avait permis de se porter à la tête du Tchad, signa l'acte de fusion de son pays et de la Libye. Cet accord fut dénoncé l'année suivante par son adversaire Hissein Habré, après son accès au pouvoir. L'action de la Libye la conduisit à affronter l'Occident, représenté par l'ancienne puissance coloniale. La France intervint à trois reprises (1968, Manta 1983, Epervier 1985). Avec le jugement rendu le 3 février 1994 par la cour internationale de justice de la Haye, les revendications de la Libye sur la bande d'Aouzou ont cessé. Au mois de mai de la même année, la souveraineté tchadienne était rétablie grâce au retrait des troupes libyennes du territoire.

Le pétrole est à l'origine de trois contestations territoriales, en plus de celle concernant la bande d'Aouzou. La Libye entend tout d'abord exercer sa totale souveraineté sur l'ensemble du golfe de Syrte, en contradiction avec le droit de la mer (pétrole découvert en 1959). Les Etats-Unis ne manquent pas une occasion de lui contester cette souveraineté ; plusieurs incidents déclenchés sciemment par la sixième flotte américaine ont mis à l'épreuve la défense et la détermination libyennes. Le second différend concerne la délimitation des eaux territoriales entre la Tunisie et la Libye (pétrole sur le plateau continental s'étendant au large du golfe de Gabès) sur lequel la Cour Internationale de Justice a statué (mi-chemin entre revendications tunisienne et libyenne). Enfin, un litige se développe avec l'Algérie, près de Ghadamès, un gisement de pétrole important venant d'être découvert. Ce différent n'est pas réglé, mais les difficultés intérieures algériennes actuelles pourraient être exploitées par la Libye pour prendre l'avantage.

##### 5.Des moyens au service d'une politique.

Lorsque la Libye a accédé à l'indépendance, le pays était dans un état de grande pauvreté. Découvert dès 1958, le pétrole a bouleversé les données économiques du pays, permettant une modernisation accélérée du pays et le financement de la politique extérieure interventionniste de Kadhafi.

Malgré une chute importante due au retournement du marché entre 1980 et 1986, les hydrocarbures rapportent actuellement au pays plus de 10 milliards de dollars par an : la Libye est le quatrième producteur arabe de pétrole et les réserves prouvées représentent 4% des réserves mondiales. La production au rythme actuel pourrait donc se poursuivre pendant encore une quarantaine d'années. Cependant, l'économie libyenne repose encore beaucoup trop sur les seules ressources du sous-sol (90% des exportations), malgré des tentatives de diversification, notamment grâce à l'agriculture. La plus spectaculaire réalisation dans ce domaine est celle du

" grand fleuve artificiel " inauguré en 1991 (opération de fertilisation du nord du pays en faisant cheminer sur 1500 kilomètres de l'eau fossile du désert). Mais ce chantier est à l'image de la mégalomanie du colonel Kadhafi : très coûteux, sa réelle utilité n'est pas avérée dans la mesure où les terres irriguées ne sont guère cultivées. Car le problème essentiel auquel se heurte encore aujourd'hui la Libye pour son développement est sa faible population, néanmoins actuellement en accroissement rapide (3,5% par an avec un indice de fécondité de 6,4).

La dépendance du pays à l'égard de la main d'œuvre immigrée est très forte, un peu à l'image de celle de l'économie nationale à l'égard du pétrole. La Libye ne compte en effet que cinq millions d'habitants, auxquels il faut ajouter actuellement deux millions et demi d'étrangers, surtout arabes et africains. A plusieurs reprises, tributaires des aléas de la politique libyenne et de la baisse des revenus pétroliers, certains ont été expulsés du pays (Tunisiens en 1985). Ces renvois de travailleurs méritants ont considérablement entamé la crédibilité du régime, jusque là sans limite dans ces masses populaires. Plus récemment, des milliers de travailleurs égyptiens et soudanais, accusés de fomenter les troubles islamistes dans l'est du pays, ont subi le même sort. Le déficit démographique du pays n'est pas sans influence sur les moyens d'intervention extérieure et de sécurité intérieure du régime.

La construction d'une armée forte était essentielle pour donner du poids aux prétentions territoriales et à la politique extérieure libyennes. De fait, la Libye a consacré une part très importante des ressources provenant du pétrole au budget des armées : au plus fort de la prospérité pétrolière entre 1979 et 1983, les achats d'armement de Tripoli ou de ses alliés (régimes amis ou opposants soutenus) ont représenté 36% de toutes les armes importées en Afrique au cours de cette période. Le bombardement américain de 1986 sur Tripoli a encore induit une augmentation substantielle des dépenses militaires. Le pays a donc supporté de gros sacrifices financiers, en 1995 de l'ordre de 6% du produit intérieur brut, sacrifices d'autant plus faciles que la population n'a guère pu montrer son opposition. Néanmoins, en valeur absolue, les embargos décidés en 1992 ont notablement fait chuter les dépenses militaires, rendant impossible l'entretien de matériels sophistiqués acquis à grands frais. La valeur opérationnelle des forces libyennes est donc faible. Mais au-delà de leur valeur militaire, c'est sur la loyauté de l'institution vis à vis du régime qu'il convient de s'interroger. Plusieurs tentatives de coup d'Etat, sur un total d'une vingtaine depuis 1969, sont venues des rangs de l'armée.

En accord avec son idéologie socialiste et constatant la faiblesse démographique du pays, le colonel Kadhafi a organisé des milices ("peuple en armes"), qui doivent se préparer à repousser toute tentative d'invasion impérialiste à laquelle il est le seul à croire. L'entraînement de ces forces paramilitaires profite cependant à l'opposition islamiste, qui les infiltre, dans sa lutte contre le régime. Le dirigeant libyen tente également d'acquérir des armes de destruction massive et poursuit des activités proliférantes.

Très inquiétante, en particulier depuis qu'elle a tenté de lancer deux missiles Scud sur l'île italienne de Lampedusa (centre radar et d'écoute de l'OTAN) en 1986 à l'issue du raid américain sur Tripoli, la Libye fait l'objet d'une surveillance sur l'achat ou la production éventuelle de missiles balistiques. Ce sont en effet les vecteurs privilégiés des armes de destruction massive que le pays cherche par ailleurs à

développer. De fait, son activité est assez intense dans le domaine balistique : importation de technologie, voire de vecteurs complets, recherche de cerveaux, programmes nationaux conduits en coopération avec d'autres pays. Le missile Al Fatah en cours de développement aurait une portée de 950 km, ce qui place Naples parmi ses objectifs possibles, et serait susceptible de transporter tout type de tête militaire (charge de 500 kg).

Dans le domaine nucléaire, la Libye a tenté par le passé d'acquérir une arme auprès de la Chine et d'officiers russes, profitant de la confusion induite par la fin de l'URSS et de la naissance d'un possible marché noir. Cette tentative a heureusement échoué, mais elle a été conduite alors même que le pays a signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Enfin, en matière d'armes chimiques, la Libye doit faire l'objet d'une surveillance toute particulière, la dualité de l'industrie chimique étant unanimement reconnue. Avec ses usines de Rabta, puis de Tarhuna, utilisant une technologie apportée par des firmes anglaise et allemande, la Libye a pu constituer des stocks de gaz moutarde et neurotoxiques estimés à 100 tonnes. La crainte de voir Kadhafi utiliser des armements chimiques contre ses voisins africains ou européens est bien réelle. La Libye n'a bien sûr pas signé la convention sur l'élimination des armes chimiques de 1993. Enfin, la mise au point et l'emploi d'armes bactériologiques sont toujours possibles.

## 6. Après Kadhafi...

Nul doute que la Libye souffre de la personnalité et de la politique du colonel Kadhafi. Le pays, victime depuis mars 1992 d'un embargo décrété par le Conseil de sécurité des Nations-Unies à l'instigation des Etats-Unis, est très isolé. Les espoirs de l'héritage nassérien ont été constamment déçus. Les voisins arabes du pays nourrissent à son encontre une méfiance légitime. Quant aux monarchies du Golfe, elles analysent avec circonspection les positions avant-gardiste de Kadhafi vis à vis de l'Islam et s'offusquent des déclarations de celui-ci sur leur relations avec les Etats-Unis.

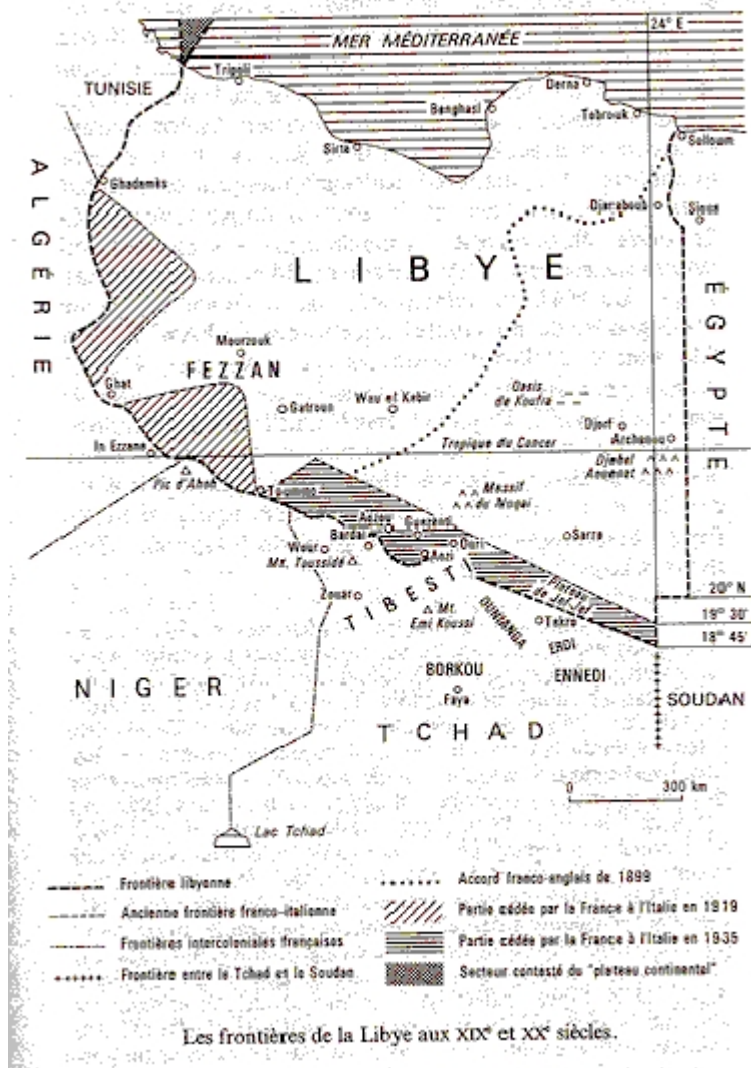
L'effondrement du bloc communiste a balayé les rêves révolutionnaires de la Libye, comme ceux des autres pays du Tiers Monde. Kadhafi a significativement échoué par trois fois à se faire élire à la présidence de l'OUA. Sur le plan des relations euroméditerranéennes, l'isolement libyen est patent, le pays a d'ailleurs été écarté de la conférence de Barcelone en octobre 1995. Il s'appuie désormais sur la diplomatie maltaise pour y faire entendre sa voix. En dehors de Malte, et dans une certaine mesure de l'Egypte pour la lutte contre les islamistes, la Russie est le seul pays qui continue à avoir quelques relations avec la Libye. Le rôle modérateur de la Russie au Conseil de sécurité a été plusieurs fois remarqué face aux tentatives d'extension des sanctions au commerce pétrolier, seule ressource libyenne. L'importance de la dette libyenne vis à vis de la Russie ne doit pas être étrangère à l'attitude de cette dernière. Les deux pays ont par ailleurs signé un accord de coopération économique en mars 1996.

Pourtant, la Libye possède des atouts : les ressources naturelles du pays pourraient lui ouvrir la voie au développement. Il apparaît cependant clairement que Kadhafi est

un obstacle au progrès et à la reconnaissance internationale de son pays. Comme dans le Cuba de Fidel Castro, aucune solution ne sera vraisemblablement en vue tant que le dirigeant actuel, dont rien ne semble pouvoir modifier les idées et le comportement, restera en place...

## LIBYE





-

Bibliographie

-

La Libye - André Burgat et André Laronde - Que sais-je ?

L'avenir de l'arme nucléaire - Thierry Garcin - AXES

Précis des guerres et conflits au Tchad - Varsia Kovana - L'Harmattan

L'état du monde 1981/1997 - La découverte

Dictionnaire de géopolitique 1997 - Yves Lacoste

Le monde diplomatique 1991/1996

Atlaséco 1998

TTU Europe n°176 du 6 mars 1997

Jane's Intelligence Review mai 1996